



Extract of CIDR

<https://cidr.org/GHANA-Donnees-generales-Situation.html>

GHANA - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Publication date: jeudi 19 mai 2011

Description:

Malgré des perspectives d'exploitation pétrolière laissant présager d'importantes sources de revenus dans les années à venir, le Ghana reste encore dépendant du secteur agricole (60% population active) centré sur le cacao.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 27/04/2011

Données générales

Données générales et géographiques

Nom officiel : République du Ghana
Superficie : 238 537 km²
Capitale : Accra
Villes principales : Accra, Kumasi, Sekondi-Takoradi, Tamale
Langue (s) officielle (s) : Anglais
Monnaie : Ghana cedi (GHS)
Fête nationale : 6 mars (proclamation de l'indépendance en 1957)

Données démographiques

Population : 23,8 millions d'habitants (Banque Mondiale, 2009)
Croissance démographique : 2,1% (Banque Mondiale, 2009)
Espérance de vie : 56,6 ans (Banque Mondiale, 2009)
Taux d'alphabétisation : 57,9% (PNUD, 2007/ 08)
Religions : Christianisme 68,8% (pentecôtisme 24,1%, protestantisme 18,6%, catholicisme 15,1%, autres 11%), islam 15,9%, animisme 8,5% (CIA World Factbook)
Indice de développement humain : 130 ème sur 169 pays (PNUD)
Classement Transparency International : 62 ème sur 178 pays (2010)

Données économiques - 2009

PIB : 26,2 milliards de dollars (Banque Mondiale)
PIB par habitant : 1098 dollars (Banque Mondiale)
Taux de croissance : 4,7% (Banque Mondiale)
Taux de chômage : NC
Taux d'inflation : 16,7 % (Banque Mondiale)
Solde budgétaire : - 9,7% du PIB (FMI)
Balance commerciale : -17,2% (Banque Mondiale, 2008)
Principaux clients (Economist Intelligence Unit) : Pays-Bas (13,4%), Royaume-Uni (7,8%), USA (5,9%), France (5,8%), Ukraine (5,8%)

Principaux fournisseurs (Economist Intelligence Unit) : Chine (17%), Nigeria (11%), USA (6%), Côte d'Ivoire (6%)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : Agriculture 32 %, industrie 19%, services 49% (Banque Mondiale)

++++

Situation intérieure

Politique intérieure

- ▶ Le Ghana accède à l'indépendance en 1957. Kwame N'Krumah en devient président jusqu'à son renversement en 1966. Après une période d'instabilité, Jerry Rawlings prend le pouvoir en 1981. Il instaure peu à peu la démocratie. Une constitution inspirée du modèle américain est adoptée en 1992. Réélu en 1996, J. Rawlings renonce, conformément à la constitution, à briguer un troisième mandat en 2000. Opposé à John Atta Mills du National Democratic Congress (NDC) de J. Rawlings, John Kufuor du New Patriotic Party (NPP) est élu président en décembre 2000. En décembre 2004, le président Kufuor est réélu dès le premier tour avec 52,45% des voix pour un second mandat. Les dernières élections présidentielles et législatives, qui ont eu en décembre 2008, ont confirmé l'ancrage démocratique du Ghana. L'élection présidentielle devait désigner un successeur au président Kufuor qui, en vertu de la Constitution, ne pouvait plus se représenter. Le taux de participation a été important (de l'ordre de 70%) et les observateurs ont globalement salué la bonne tenue du scrutin. A l'issue du second tour organisé le 28 décembre 2008, John Atta-Mills a obtenu 50,23% des suffrages contre 49,77% à Nana Akufo-Addo (NPP), soit la marge la plus étroite de l'histoire africaine. Le NDC atteint de justesse la majorité absolue de 116 sièges.
- ▶ Le Ghana présente donc un certain nombre d'atouts : alternance politique et bon déroulement des élections (cinq élections présidentielles d'affilée, dont deux alternances), liberté de la presse, ou encore absence d'instrumentalisation des règles de citoyenneté. Au-delà de facteurs ethniques et coutumiers générateurs de frictions, la démocratie et l'Etat de droit semblent en voie de consolidation dans un pays qui fait figure de pôle de stabilité dans une sous-région instable.
- ▶ John Atta-Mills a été investi Président du Ghana le 7 janvier 2009 et s'est installé aux affaires dont son parti était absent depuis 2001. La constitution du nouveau gouvernement a été progressive du fait de l'obligation du Parlement de donner son investiture à chaque Ministre. Le sujet de la corruption, qui avait constitué une question centrale de la campagne électorale, reste au centre des débats politiques. La nouvelle administration a déclenché plusieurs enquêtes sur des cas de corruption imputés à certains responsables de l'ancien parti au pouvoir. L'ancien Président Rawlings reste très présent dans le jeu politique. Le Président Mills a procédé à un remaniement ministériel en janvier 2010, prenant en compte les enseignements du congrès du parti présidentiel, et pour rationaliser l'organisation de son équipe gouvernementale. D'abord ébranlée et divisée par sa défaite, l'opposition tâche de refaire progressivement son unité. Nana Akufo-Addo a remporté largement le 7 août dernier les primaires du NPP pour l'élection présidentielle de 2012 (78% des voix contre 20% à son principal concurrent Alan Kyerematen). Le Président Mills a procédé en janvier, ainsi qu'en février 2011 à des remaniements ministériels.

Situation économique et financière

- ▶ Sur le plan macroéconomique, le pays a enregistré depuis le début de la décennie des résultats économiques et financiers positifs, principalement marqués par une croissance économique soutenue et stable (5% par an en

moyenne depuis 2000, exception faite de l'année 2009 marquée par la crise économique mondiale : 4,7%). Les perspectives d'exploitation pétrolière laissent présager d'importantes sources de revenus dans les années à venir. La mise en production a débuté en décembre 2010. Lorsque les opérations d'extraction atteindront leur rythme de croisière (250000 b/j espérés d'ici 2013, ce qui le placerait parmi les 50 principaux producteurs mondiaux), les revenus annuels issus du pétrole devraient osciller entre 1 et 2 milliards d'USD. Le Parlement ghanéen a adopté début mars la loi « Petroleum revenue management act » qui prévoit l'affectation et la ventilation de l'utilisation des revenus pétroliers et introduit des obligations visant à assurer la transparence des comptes.

- ▶ L'économie du Ghana reste cependant dépendante du secteur agricole (60% de la population active), centré sur le cacao, avec une production en essor (703000 tonnes, +10,8%, 2ème rang mondial). Le secteur secondaire est dominé par les industries d'extraction (12% du PIB) : or (2ème producteur africain) et, dans une moindre mesure, diamant, manganèse, bauxite. L'industrie manufacturière (10% du PIB) reste faible bien que citée comme priorité nationale. Les services sont tirés par les activités commerciales de réexportation et par le tourisme. L'apport de la puissante diaspora, évalué entre 2 et 4 milliards de dollars constitue également une ressource financière importante. Le Ghana dispose donc de vrais atouts en vue d'atteindre ses objectifs de développement à moyen terme.

En dépit de cette toile de fonds favorable, le nouveau Président a hérité d'une situation économique délicate marquée par un niveau record de son déficit public (14,5% du PIB en 2008 contre 9% en 2007) ainsi que par une accélération significative de l'inflation (toutefois en réduction, 16,7% en moyenne en 2009). Le déficit budgétaire a été réduit à 9,7% en 2009, proche de l'objectif fixé de 9,4%.

- ▶ Le pays entretient des relations actives avec les bailleurs de fonds occidentaux. En mars 2001, confronté à une situation financière fortement dégradée, le Ghana a déclaré vouloir bénéficier de l'initiative PPTTE renforcée (Pays Pauvres Très Endettés). Il a atteint le 9 juillet 2004 le point d'achèvement, qui a permis de mettre en oeuvre pleinement le processus de réduction de la dette ghanéenne bilatérale (Club de Paris) puis multilatérale (MDRI : Multilateral Debt Relief Initiative). Cette réduction de la dette publique extérieure ghanéenne a représenté un montant de 5 Mds\$ sur un encours initial de 7,5 Mds\$. Par ailleurs, le Ghana a été le premier pays africain à se soumettre (dès 2003) à une revue par les pairs dans le cadre du NEPAD. La situation budgétaire difficile du pays ainsi que l'environnement international défavorable ont amené les institutions financières internationales à apporter de nouveaux appuis financiers au Ghana (accord triennal avec le FMI au titre la Facilité Elargie de Crédit -FEC- de 387,4 millions de DTS en juillet 2009, aide budgétaire de 300 M\$ de la Banque Mondiale en juin 2009).
- ▶ Le Ghana a finalisé fin 2002 un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (Growth and Poverty Reduction Strategy, GPRS), qui a constitué le document de référence de la politique de développement du pays. Le 2ème GPRS, couvrant la période 2006-2009, a placé la croissance au fondement de toutes les autres interventions et reposait sur trois piliers : accélération de la croissance et développement du secteur privé ; développement humain (éducation, formation professionnelle, santé, VIH/SIDA, population, eau et habitat) ; bonne gouvernance et responsabilité civile. L'arrivée à échéance de ce deuxième document stratégique conduit le Ghana à élaborer un nouveau cadre pour sa politique de développement, actuellement en cours de finalisation, qui vise à éradiquer la pauvreté et à permettre au Ghana d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire en 2015.

++++

Politique extérieure

- ▶ Du fait de son passé militant tiers-mondiste, le Ghana reste attaché à la coopération Sud-Sud. Le gouvernement

du Président Kufuor, ouvert au libéralisme économique, avait opté pour un développement soutenu par les bailleurs de fonds (Royaume-Uni, Etats-Unis, UE et France notamment). Le Ghana est également un actif promoteur du NEPAD.

- ▶ Membre du Conseil de sécurité des Nations unies en 2006-2007, le Ghana l'a présidé en août 2006. Son rôle actif à la présidence de la CEDEAO, en 2003, avait permis au Président Kufuor d'y être réélu en 2004. L'élection de John Kufuor à la présidence de l'Union africaine pour l'année 2007 était venue consacrer la stature internationale du pays. De nombreux pays et organisations internationales étaient représentés à haut niveau à la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance du pays, les 5 et 6 mars 2007.

- ▶ Le Ghana bénéficie sur la scène internationale d'une image très positive et a été choisi par le Président Obama pour son premier déplacement en Afrique les 10 et 11 juillet 2009. Le pays s'est engagé depuis plus de 25 ans dans de nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU (Sierra Leone, Liban, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire...). Il a apporté son soutien à la résolution des conflits en Côte d'Ivoire (médiation en 2003 et 2004) et au Libéria. Le Président Kufuor a joué un rôle dans l'apaisement de la situation au Togo au printemps 2005, et a ouvert les frontières du Ghana aux réfugiés togolais. Le Ghana est en effet une terre d'accueil pour les réfugiés, qui seraient des dizaines de milliers. Une politique active de retour des réfugiés libériens a été mise en oeuvre par le HCR entre octobre 2004 et juin 2007. Le Ghana reste un partenaire politique privilégié du Nigeria. La question de la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire a récemment ressurgi à la faveur de la découverte de nouveaux gisements pétroliers limitrophes. Du fait de l'environnement sous-régional dans lequel il évolue, le Ghana souhaite également intensifier ses relations avec ses voisins francophones. Dans ce cadre, le Ghana a acquis le statut de membre associé de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à l'occasion du sommet de Bucarest les 28 et 29 septembre 2006.